



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

08-08-2016

La privatisation de la Société Anonyme La Poste, s'accélère

La Poste faisait partie du vaste Service Public créé en octobre 1945 par le gouvernement, en application des décisions du Conseil National de la Résistance. Elle est en train d'achever sa privatisation à marche forcée, avec toutes les conséquences pour les usagers et les personnels. La logique capitaliste, rentabilité, recherche du profit maximum prévaut dans la Société Anonyme La Poste, au mépris du service rendu à la population. La Poste privatisée considère l'utilisateur comme un client, une source de profit. Sa présence territoriale est de plus en plus réduite et ses missions nouvelles n'ont rien à voir avec celles de la poste. Ses bureaux deviennent des agences postales communales, intercommunales, relais poste commerçants, transformés en Maison de Service Au Public (épicerie moderne). Les agents de La Poste deviennent des prestataires de service de la CAF, pôle emploi, Carsat, la SNCF etc... Le travail imposé aux facteurs est allé jusqu'à essayer de leur faire livrer des tomates, relever les compteurs, récupérer de vieux papiers, installer la TNT, visiter des personnes âgées, remplacer des essuie-mains (toilette), tenter de distribuer les colis le dimanche !

Le dispositif facteur-guichetier vient parfaire cette orientation capitaliste avec pour seul objectif des gains de productivité au mépris du service public postal et des salariés. Des services sont sous-traités par d'autres sociétés privées, comme la distribution des colis, ce qui a entraîné une dégradation du service (colis non distribués, non sécurisés, avis de passage mal rédigés).

Le personnel subit de plus en plus de pressions, comme par exemple dans l'Indre où la seule préoccupation de la direction est d'obliger les facteurs à accepter des conditions de travail inacceptables, avec des semaines de 42h qui ont un impact sur la qualité du travail, une organisation au détriment des salariés et des usagers. Un facteur en repos n'est pas remplacé, l'obligation lui est faite d'arrêter la distribution, même s'il n'a pas terminé. Des heures supplémentaires ne sont pas payées si le directeur ne l'a pas demandé. On assiste à une concentration accélérée de centres de distribution distants de 25 à 30 km, avec la réduction du nombre de tournées. Les effectifs sont en baisse constante notre département. Les agents sont au bord de l'explosion.

Les pressions et sanctions sont de plus en plus nombreuses contre l'organisation syndicale qui s'oppose à ces orientations, le syndicat CGT et ses militants. A Paris, notre camarade Thierry Noblin est menacé de licenciement.

Ces derniers mois de nombreuses luttes ont eu lieu dans les bureaux de Poste, dans toute la France. Par exemple, à Rivesaltes où la réorganisation a dû être abandonnée mais la direction cherche à sanctionner la CGT ; Marseille (utilisation abusive de la sécabilité), Reims, l'Aveyron (arrêt des projets de délocalisations), Grenoble, Bayonne (emplois, La Poste condamné pour embauche illicite pendant la grève), Royan, La Rochelle et dans la Sarthe, (horaires d'ouvertures), le Nord, Vosges (fermeture du centre courrier) à Paris contre les suppressions d'emplois...

Les postiers ne se laisseront faire, ils luttent contre les orientations de la poste, contre la privatisation.

La Poste, est un secteur décisif de l'économie. Avec ses services financiers elle représente une manne financière importante pour le capital. La Poste doit être sous monopole public, avec son personnel sous statut de la fonction publique. Les postiers ont raison de refuser la régression que veut leur imposer le gouvernement socialiste totalement au service du capital, qui accélère la privatisation de la poste et de l'ensemble des autres services publics.

Ils peuvent compter sur notre Parti Révolutionnaire Communistes dont l'objectif est la lutte contre le capitalisme, qui appelle à la lutte pour reprendre aux multinationales les secteurs clés de notre économie, pour développer un grand service public au service du peuple, du développement économique et social, géré démocratiquement par les travailleurs.